

Jean-Michel Baylet compromet la LGV

Le Préfet de région : "D'autres projets TGV pourraient passer avant celui du Sud-Ouest"

Le gouvernement pourrait faire passer d'autres projets de ligne à grande vitesse (LGV) avant celui du Sud-Ouest si le financement nécessaire pour Tours-Bordeaux n'est pas réuni, a dit mercredi le préfet de la région Midi-Pyrénées, Henri-Michel Comet.

"Si la mobilisation collective - Etat, collectivités locales, etc... - n'arrive pas à être suffisante sur l'ensemble du projet, il y a des projets, eux, qui sont prêts. Donc, à un moment donné, l'Etat devra apprécier (...) s'il fait passer d'autres projets, qui sont prêts, avant celui du Grand Sud-Ouest", a dit Henri-Michel Comet devant la presse.

Il n'a pas précisé quels projets seraient susceptibles de prendre le pas sur la ligne Sud-Europe atlantique. Mais ses propos interviennent à un moment où des collectivités rechignent à contribuer au financement, compliquant la tâche du gouvernement censé rendre une décision sous peu.

"La question est finalisée en ce moment", a confirmé Henri-Michel Comet lors de sa première conférence de presse de préfet de Midi-Pyrénées.

Les collectivités de cinq régions sont appelées, dans le cadre d'un partenariat public-privé d'une ampleur exceptionnelle, à participer au financement de Tours-Bordeaux, un projet chiffré à 6,7



L'Etat se lasse devant le temps perdu et le chantage financier de Jean-Michel Baylet et Ségolène Royal

milliards en euros constants 2009.

Mais les collectivités négocient âprement leur participation, quand elles ne la refusent pas, au point de susciter l'inquiétude quant à la réalisation même du projet. La présidente de la région Poitou-Charentes, Ségolène Royal (PS), vient de redire son refus de cofinancer. Elle consent seulement à accorder un prêt remboursable à l'Etat.

Mais, au moins, l'assemblée de Poitou-Charentes a délibéré sur le sujet. Ce qui n'est pas le cas du Conseil Général de Tarn-et-Garonne dont le président, Jean-Michel Baylet, n'a toujours pas

convoqué les élus de son institution pour leur demander de voter ou pas le financement. La semaine dernière, Jean-Michel Baylet et la députée (également PRG) Sylvia Pinel ont même claqué la porte de Réseau Ferré de France, pas d'accord sur le tracé proposé pour la future ligne. Rappelons que le projet de financement n'a été adopté par le Conseil régional que grâce aux voix des élus de l'UMP, Martin Malvy (PS) ayant été lâché par une grande partie de sa majorité (Extrême gauche, écologistes et radicaux de gauche) qui, dans une sorte d'union sacrée, avait décidé de sacrifier le développement de Midi-

Pyrénées, sur l'autel des petits arrangements politiques. Les autres collectivités du Sud de la France, qui ont toutes voté ce financement ont démontré l'importance stratégique et économique de cette LGV pour nos territoires.

Rappelons que la future LGV mettrait Montauban à 3h de Paris et Bordeaux à un peu plus de deux heures, peut-être en 2017. La ligne (dans la continuité de la ligne existante Paris-Tours) serait prolongée ultérieurement de trois branches distinctes: vers Toulouse et le Pays basque espagnol à partir de Bordeaux, vers Limoges à partir de Poitiers.